

**Abdou Salam FALL, Serigne Momar SARR,  
Ndèye Sokhna CISSÉ, Rokhaya CISSÉ**

**MANUEL DE FORMATION À L'ÉCONOMIE  
SOCIALE ET SOLIDAIRE**

**Presses universitaires de Dakar**

**© Presses universitaires de Dakar  
Dakar (Sénégal)  
Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation  
réservés pour tous pays**

**Dépôt légal : janvier 2025**

**ISBN : 978-2-494601-39-0**

**EAN : 9782494601390**

La réalisation de ce manuel est rendue possible grâce à l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID) dans le cadre de l'initiative Feed The Future Sénégal Projet d'appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles (PSS). Le contenu n'est pas de la responsabilité de l'agence d'exécution DAI ou de l'USAID et ne reflète pas nécessairement les vues de DAI ou de l'USAID.



## Remerciements

---

La réalisation de ce manuel ainsi que les formations destinées aux cadres et agents du Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire (MMFESS) s'inscrivent dans le cadre du programme d'accompagnement stratégique que le Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales (LARTES-IFAN) réalise au sein du partenariat entre le MMFESS et FEED THE FUTURE Sénégal Projet d'appui aux Réformes et aux Politiques Agricoles (PSS) financé par l'Agence des États-Unis pour le Développement International (USAID).

Nous remercions Odia pour nous avoir cédé les droits d'auteur sur les illustrations. Nous sommes également redevables au professeur émérite Louis FAVREAU et à Dr Cheikh GUËYE qui ont consacré leur précieux temps à rédiger si pertinemment la préface et la postface avec leur légendaire générosité.

Pr Moussa FALL, grammairien, a corrigé notre manuscrit en faisant preuve d'une précision rarement égalée.

Le directeur des Presses Universitaires de Dakar, Pr Moussa SAMBA ainsi que sa vaillante équipe Mme Khadidiatou SECK BA, M. Issa SECK et Mme Fatou D. SÈNE BOCOUM nous ont gratifié d'un exemplaire et stimulant accompagnement éditorial.

Last but not least, nous sommes reconnaissants de la confiance des directeurs du projet d'appui aux réformes et aux politiques agricoles (PSS) FEED THE FUTURE, en particulier Dr Aliou BOLY, Dr Ibrahima HATHIE et Mme Soda DIOP de même que des autorités ministérielles en charge de l'économie sociale et solidaire.



## Liste des sigles et abréviations

---

ACAPES	Association Culturelle d'Auto-Promotion Éducative et Sociale
ACI	Alliance Coopérative Internationale
ACI	Accords-Cadres Internationaux
ACM	Accord Cadre Mondial
ADLS	Association pour la Défense des Locataires du Sénégal
ADT	Aïssa Dione Tissu
AFD	Agence Française de Développement
ANAMA	Agence Nationale d'Appui aux Marchands Ambulants
ANCESM	Association Nationale du Commerce Équitable et Solidaire de Madagascar
ANIDA	Agence Nationale d'Insertion et de Développement Agricole
ANPEJ	Agence Nationale pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
APDA	Agence pour la Promotion et le Développement de l'Artisanat
APIX	Agence de Promotion des Investissements et des grands Travaux
ARTP	Autorité de Régulation des Télécommunications et des Postes
ASAFIN	Association Sénégalaise d'Aide à la Formation et à l'Insertion
ASCOSEN	Association des Consommateurs du Sénégal
ASUB	Association Sénégalaise des Usagers de la Banque
AU	Acte Uniforme
BAOAP	Bureau d'Appui aux Organisations d'Auto Promotion
BHS	Banque de l'Habitat du Sénégal
BICIS	Banque Internationale pour le Commerce et l'Industrie du Sénégal
BM	Banque Mondiale
BNDS	Banque Nationale pour le Développement du Sénégal
BPS	Business Plan Social
BSD	Banque Sénégalaise de Développement
BSOAP	Bureau de Suivi des Organisations d'Auto Promotion
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
C.E.R.S	Coopérative d'Édition et de Recherche en Sciences Sociales
CAAT	Centre Afro-Américain du Travail
CER	Centres d'Expansion Rurale
CEZAT	Cellule Zawiya Tijaniyya
CICODEV	Institut Panafricain pour la Citoyenneté, les Consommateurs et le Développement
CIFOP	Centre International de Formation Pratique à Mboro

CIRIEC	Centre International de Recherches et d'Information sur l'Économie publique, sociale et Coopérative
CMA CGM	Compagnie Maritime d'Affrètement/ Compagnie Générale Maritime
CMU	Couverture Maladie Universelle
CNAM	Conservatoire National des Arts et Métiers
CNCR	Comité National de Concertation et de Coopération des Ruraux
CNP	Conseil national du Patronat
CODESRIA	Conseil pour le Développement de la Recherche en Sciences Sociales en Afrique
CONGAD	Conseil d'Appui aux ONG nationales et internationales intervenant au Sénégal
CPC	Conférence Panafricaine Coopérative
CPC	Conférence Panafricaine Coopérative
CPFC	Centre Panafricain de Formation Coopérative
CRAD	Centres Régionaux d'Assistance pour le Développement
CRDE	Centre de Recherche pour le Développement Endogène
CSSEN	Corner store Senegal
DASMO	Déclaration Annuelle de la Situation de la Main-d'œuvre
DER	Délégation générale à l'Entrepreneuriat Rapide des Femmes et des Jeunes
DP WORLD	Dubaï Port World
ECOBAG	Entreprise Sociale de Recyclage des Déchets en Granulé
ECOSOC	Conseil économique et social des Nations Unies
ES	Économie Sociale
ESS	Économie Sociale et Solidaire
FADEC	Fédération des Associations de Développement Communautaire
FADEV	Fonds Afrique Développement
FAESS	Fonds d'Appui à l'Économie Sociale et Solidaire
FAGACE	Fonds Africain de Garantie et de Coopération Économique
FEBEA	Fédération Européenne des Banques Éthiques et Alternatives
FENOCGE	Fédération Nationale des Organisations de Producteurs de Guinée Équatoriale
FIMF	Fonds d'Impulsion de la Microfinance
FMB	Fonds Médina Baye
FNAE	Fonds National d'Action pour l'Emploi
FNPJ	Fonds National de Promotion de la Jeunesse
FONAMIF	Fonds National de la Micro Finance
FPT	Fonds de Financement de la Formation professionnelle et Technique
GBESS	Groupe béninois de l'Économie sociale et Solidaire

GIE	Groupement d'Intérêt Économique
GIEC	Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
GMD	Grands Moulins de Dakar
GPIESS	Groupe pilote international de l'ESS
GRI	Global Reporting Initiative
GSEF	Global Social Economy Forum
GSESS	Groupement Sénégalais de l'Économie Sociale et Solidaire
ICC	Industries Créatives et Culturelles
IPAR	Initiative Prospective Agricole et Rurale
IPD	Institut Panafricain pour le Développement
IPM	Institutions de Prévoyance-Maladie
ISPEC	Institut Supérieur Panafricain d'Économie Coopérative
LARTES	Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales
LAS	Les Aéroports du Sénégal
LCS	Ligue des Consommateurs du Sénégal
LOESS	Loi d'Orientation de l'Économie Sociale et Solidaire
LPSD	Lettre de Politique sectorielle de Développement de la Microfinance et de l'Économie sociale et solidaire
MFA	Mutuelle Familiale d'Algérie
MMESS	Ministère de la Microfinance et de l'Économie Sociale et Solidaire
MODIEC	Mouvement pour la Défense, l'Information et l'Éducation des Consommateurs
MST	Mouvement des Travailleurs Sans Terre
NU	Nations Unies
OCA	Office de Commercialisation Agricole
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	Objectifs de Développement Durable
OFADEC	Office Africain pour le Développement et la Coopération
OHADA	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OIF	Organisation internationale de la Francophonie
ONCAD	Office National de Commercialisation et d'Assistance pour le Développement
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONPHDB	Organisation Nigérienne pour la Promotion de l'Hydraulique et du Développement à la Base
ONU	Organisation des Nations Unies
ONUDI	Organisation des Nations unies pour le Développement Industriel
ORSTOM	Office de la Recherche Scientifique et Technique Outre-Mer

PAS	Plans d'Ajustement Structurel
PASTEF	Patriotes Africains du Sénégal pour le Travail, l'Éthique et la Fraternité
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRODAC	Programme national des Domaines Agricoles Communautaires
PROMISE	Programme de Développement de la Microfinance Islamique au Sénégal
PSE	Plan Sénégal Émergent
PSEJ	Programme Sénégalais pour l'Entrepreneuriat des Jeunes
PSS	Policy Systems Services
PTF	Partenaires Techniques et Financiers
RADES	Réseau d'Associations de l'Économie Sociale et Solidaire
RAESS	Réseau Africain de l'Économie Sociale et Solidaire
RASA	Rapport Alternatif sur l'Afrique
RATL	Réforme de l'Administration Territoriale et Locale
RCA	République Centrafricaine
RDC	République Démocratique du Congo
RECUPLAST	Réseau de Collecte et de Recyclage des Déchets Plastiques
REGESS	Réseau Guinéen de l'Économie Sociale et Solidaire
REMESS	Réseau Marocain de l'Économie Sociale et Solidaire
RENAPESS	Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Économie sociale et solidaire du Mali
RENAPESS-BF	Réseau National pour la Promotion de l'ESS du Burkina Faso
RESSCAM	Réseau national de l'Économie sociale et solidaire du Cameroun
RESSIM	Réseau d'Économie Sociale et Solidaire d'Île Maurice
RGE	Recensement Général des Entreprises
RIESS	Réseau Ivoirien de l'Économie sociale et solidaire
RIPESS	Réseau Intercontinental de Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire
RIUESS	Réseau Inter-universitaire de l'Économie sociale et solidaire
RSE	Responsabilité Sociétale d'Entreprise
RSE	Responsabilité Sociale d'Entreprise
RSOI	Référentiel de Suivi et d'Evaluation d'Impact
RTES	Réseau des Collectivités territoriales pour une Économie solidaire
RTESS	Réseau Togolais de l'Économie Sociale et Solidaire
SCM	Sociétés Coopératives de Cautionnement Mutuel
SCOP	Sociétés Coopératives et Participatives
SFD	Systèmes Financiers Décentralisés
SGO/TERANG	Sabodala Gold Operations

AGOLD

SGS	Société Générale du Sénégal
SIAO	Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou
SIMPA	Société Industrielle Moderne des Plastiques Africains
SIP	Sociétés Indigènes de Prévoyance
SMART	Spécifique, Mesurable, Atteignable, Réaliste et Temporellement définie
SMDR	Sociétés Mutuelles de Développement Rural
SMPR	Sociétés Mutuelles de Production Rurale
SODEFITEX	Société de Développement et des Fibres Textiles du Sénégal
SODIDA	Société de gestion du Domaine Industriel de Dakar
SOGAS	Société de Gestion des Abattoirs du Sénégal
SONATEL	Société Nationale de Télécommunication du Sénégal
UASZ	Université Assane Seck de Ziguinchor
UGCE	Union Générale des Coopératives d'Égypte
UNAM	Union Nationale des Mutuelles
UNCS	Union Nationale des consommateurs du Sénégal
UNTC	Union Nationale des Travailleurs du Congo
UNTFSSSE	Task force internationale Inter agences de l'ESS
UQO	Université du Québec en Outaouais
USAID	Agence des États-Unis pour le Développement International
USSEIN	Université du Sine Saloum El hadji Ibrahima Niassé
VIH/SIDA	Virus de l'Immunodéficience Humaine / Syndrome d'Immunodéficience Acquise



## Sommaire

---

<i>Remerciements</i> .....	5
<i>Préface</i> .....	15
<i>Avant-propos &amp; Note introductive</i> .....	23
<i>I. L'identité et la promotion institutionnelle de l'Économie sociale et solidaire</i> ... 29	
1. Historique de l'Économie Sociale et solidaire (ESS) : identité, principes et valeurs.....	31
2. La typologie des entreprises (collectives et sociales) en économie sociale et solidaire .....	47
3. Les grands réseaux de l'ESS à l'international.....	65
4. Le cadre réglementaire de l'ESS au Sénégal .....	75
5. Les fonds financiers d'accompagnement .....	83
<i>II. Les domaines transversaux de l'Économie sociale et solidaire</i> .....	91
6. Entrepreneuriat social, lucrativité responsable, activités licites et emplois décents .....	93
7. Finances solidaires et monnaies locales .....	101
8. Les services économiques de proximité.....	109
9. L'ESS, une approche par les biens communs .....	115
10. Le genre et l'économie sociale et solidaire .....	121
11. La souveraineté alimentaire et l'ESS .....	129
12. Le commerce équitable .....	141
<i>III. Le champ pluriel thématique de l'Économie sociale et solidaire</i> .....	147
13. L'économie circulaire .....	149
14. L'économie verte.....	155
15. L'économie bleue.....	159
16. Les cultures urbaines.....	165
17. Diaspora et économie sociale et solidaire .....	171
18. L'ESS et le numérique .....	175
19. Le tourisme solidaire et écologique .....	185
<i>IV. Fonctionnalités de l'ESS</i> .....	193
20. Le rôle des collectivités territoriales dans le développement de l'ESS .....	195
21. L'ESS portée par les mouvements sociaux .....	201

22. L'ESS portée par la philanthropie religieuse .....	205
23. Comment travailler en réseau ? .....	215
24. Comment travailler en intersectorialité ? .....	227
25. Comment monter un incubateur d'entreprise sociale ? .....	233
26. La mise en place d'une communication institutionnelle dans le cadre de l'ESS .....	249
27. Le rôle de la communication sociale et du plaidoyer des acteurs dans le cadre de l'ESS .....	253
<i>V. Évaluation des entreprises sociales</i> .....	259
28. Le bilan social d'une entreprise .....	261
29. Comment réaliser un business plan social ? .....	267
30. Comment réaliser un audit social ? .....	271
31. La protection sociale dans les entreprises collectives ou sociales .....	277
32. L'évaluation externe des entreprises ESS .....	281
33. La responsabilité sociétale des entreprises (RSE) pour humaniser les entreprises .....	297
34. La pédagogie et les attentes de la résolution des Nations Unies « promouvoir l'Économie Sociale et Solidaire pour un développement durable » .....	309
<i>Postface</i> .....	325
<i>Auteurs</i> .....	305

## Préface

---

### *L’Afrique qui se refait ou le murmure de la forêt qui pousse*

En lisant cet ouvrage, présenté sous forme de manuel de formation pour les nouvelles générations, je constatais les multiples évolutions de l’économie sociale et solidaire (ÉSS) des deux ou trois dernières décennies en Afrique de l’Ouest et au plan international. Trois ouvrages produits conjointement, deux en 2004 et l’autre en 2007 rompaient avec l’afro-pessimisme qui régnait à l’époque<sup>1</sup>. La complicité de chercheurs entre le Sénégal et le Québec en matière d’économie sociale et solidaire (ÉSS), entre un coin de l’Afrique et un coin francophone d’Amérique du Nord, aura permis de construire en même temps pendant 20 ans de nouvelles passerelles Nord-Sud et Sud-Sud en ÉSS par la création ou le renouvellement de réseaux internationaux dans lesquels nous nous étions engagés.

S’il y a un monde qui se défait, il y a aussi un monde qui se refait!

Comme dit le proverbe africain

« On entend le fracas des arbres qui tombent mais jamais le murmure de la forêt qui pousse ».

L’ÉSS, dans les dernières décennies, a participé de plain-pied à ce murmure de la forêt. Elle n’a pas cessé de se renouveler pour affronter les nouveaux défis qui se profilaient à l’horizon.

### *Ce Manuel a une pertinence qui ne fait pas l’ombre d’un doute*

D’abord vous dire que ce Manuel de formation à l’économie sociale et solidaire (ÉSS) au Sénégal me semble arriver à point. Assurément dans un meilleur contexte politique depuis peu au Sénégal par le changement de la classe politique nouvellement arrivée à la tête du gouvernement. Le tout adossé à la reconnaissance par l’ONU (enfin !) de cette composante qualitative de l’économie dans le monde qui représente 10% du PIB mondial, 10% des emplois et 10% de la finance. C’est dans les faits déjà une force appréciable de changement social.

Ce Manuel arrive ainsi au bon moment et a toutes les qualités requises : il provient du Sud, ce qui n’est pas peu dire. Il est tout à la fois scientifique et pédagogique. Et il est porté par un laboratoire de recherche dont les travaux en la matière –

---

1. Fall, Favreau et Larose (2004). Le Sud... et le Nord dans la mondialisation. Quelles alternatives? Et Altermondialisation, économie et coopération internationale. Nous avons récidivé en 2007 avec L’Afrique qui se refait. Initiatives socioéconomiques des communautés et développement en Afrique noire. Tous les trois disponibles en accès libre à l’adresse suivante : <https://www.puq.ca/auteurs/abdou-salam-fall-4804.html> Ouvrages que vous pouvez télécharger gratuitement.

le *Laboratoire de Recherche sur les Transformations Économiques et Sociales (LARTES-IFAN)* sont là depuis un bon moment. C'est par là que le Sénégal a été un des instigateurs majeurs de plusieurs événements internationaux en ÉSS.

### ***Son contenu et sa pédagogie***

Au plan pédagogique, ce Manuel se présente bien avec ses courtes introductions campées à chaque chapitre, son graphisme qui parcourt le manuel et, bien sûr, son colossal travail de cueillette et d'organisation des données sur les acteurs, les institutions nationales et internationales... Bref ce Manuel est complet, exhaustif dirions-nous. Par son approche qui choisit d'être volontairement descriptive, il fait un tour du jardin de l'ÉSS sans rien oublier ou presque :

- Les liens entre l'ÉSS et le **développement des territoires**, ce qui est capital
- Les liens entre l'ÉSS et les **mouvements sociaux**, souvent oubliés ou sous-estimés
- L'insertion **des entreprises sociales dans l'ÉSS**, si importantes – beaucoup plus d'ailleurs – au Sud aux côtés de l'ÉSS plus institutionnalisée des pays du Nord
- Il inscrit bien l'apport d'une ÉSS issue **pour beaucoup du monde rural et populaire** pénétrant le secteur informel lequel occupe une grande importance dans l'économie de sociétés du Sud. Ce qui la met en perspective de façon spécifique dans sa contribution à l'ÉSS dans son ensemble
- Il n'oublie pas **la finance solidaire**, épine dorsale d'initiatives socioéconomiques autonomes des communautés
- Il n'oublie pas, loin de là, **la dimension internationale** de cette économie
- Il n'oublie pas non plus **l'enjeu de la transition écologique** par une économie verte et bleue.

Cela étant dit, si je peux me permettre d'élargir le propos, j'aborderai ce qui me semble être des **défis** parmi les plus importants auxquels l'ÉSS est et sera confrontée **dans le monde qui vient** et d'abord celui de la sécurité alimentaire.

### ***Sécurité alimentaire, transition agroécologique et organisations paysannes***

Les systèmes alimentaires et le modèle agro-industriel mondialisé causent des dommages considérables aux écosystèmes et aux agricultures paysannes du Sud comme du Nord.

Il y a là des **enjeux partagés entre pays du Nord et pays du Sud**. L'ÉSS dispose de **solutions « gagnants-gagnants »** en matière de sécurité alimentaire, de juste rémunération des producteurs, d'accès digne de ce nom à une alimentation de qualité et choisie pour l'ensemble de la population, de protection des écosystèmes et des ressources naturelles. **Le croisement de l'ÉSS et de l'agroécologie paysanne** permet d'y répondre adéquatement.

De plus, promouvoir et enclencher **cette transition agroécologique** a déjà commencé à bénéficier aux producteurs et aux productrices, aux citoyens et citoyennes ainsi qu'à l'environnement dans toutes les régions du monde, et représente un objectif de première importance en matière de régulation.

L'ÉSS et les organisations paysannes participent d'un monde qui sait que « les grands changements sont pour beaucoup l'œuvre des efforts de petits groupes déterminés ». La grande anthropologue Margaret Mead citée ici l'aurait dit des initiatives socio-économiques dont nous parlons. J'ajouterais que parfois celles-ci peuvent même parvenir à **faire système**. Comme je l'ai déjà raconté ailleurs en m'inspirant de Bénédicte Manier dans son livre (Manier, 2018. *La Route verte des Indes*) :

### ***Une expérience d'agroécologie à grande échelle : celle de l'État d'Andhra Pradesh en Inde***

Il faut dire adieu à l'agrobusiness. Mais une fois qu'on a dit ça, quelles sont les alternatives ? C'est Vijay Kumar, conseiller sur les questions d'environnement du gouvernement de l'État d'Andhra Pradesh (État du sud-est de l'Inde, 52 millions d'habitants en 2020) qui va décrire, à la conférence de Rome en 2018, l'expérience d'agroécologie de cet État : « **Nous avons décidé que 80 % des 6 millions d'agriculteurs de l'État devraient passer à l'agroécologie d'ici 2024** », disait-il alors. Et d'ajouter : « La révolution verte était basée sur des principes faux, avec une dépendance continue aux intrants, or nos paysans ne gagnent rien, (...) et pire, nous avons eu des vagues de suicides de paysans » ajoute-t-il. « Nous voulons que la production alimentaire augmente chez des **paysans heureux**, résume-t-il, en se disant enchanté lui-même de voir arriver de plus en plus de jeunes diplômés qui reviennent à la terre avec de bonnes idées ».

Le chemin reste long quand même ! En 2017, l'Andhra Pradesh comptait environ 40 000 agriculteurs travaillant selon les principes de l'agroécologie, 163 000 en 2018, un chiffre dont on a dit à la conférence qu'il passera à 300 000 en 2019. **Il existe donc des solutions probantes à grande échelle avec l'agroécologie**, solutions qui sont en pleine croissance et, dans cet exemple-ci, vraiment **à grande échelle**. Ces paysans ont été capables de transformer des déserts en oasis agricoles ; de créer des zones sans plastique et sans déchets, de faire renaître des forêts et des rivières disparues; d'installer des équipements solaires et des poêles écologiques dans les villages privés d'électricité, etc.

**Ce type de réussites est transposable au monde entier** et constitue une inspiration pour mener nos propres transitions. Comme le disait notre collègue et co-auteur – Gérard Larose – qui s'y connaît en la matière : « l'ÉSS ne fait pas dans l'humainitaire ni dans l'urgence. Son apport vise le développement autonome des communautés<sup>2</sup> ». Elle noue plutôt des partenariats avec des segments de population qui se

---

2. <https://www.fondssolidaritesud.org/page/2/?s=Gérald+Larose>

regroupent, s'organisent et décident de s'outiller de manière pérenne pour assumer et assurer leur propre développement.

**L'ÉSS participe du temps long** des apprentissages, du temps long de la mobilisation et du temps long des infrastructures pour aboutir à une certaine institutionnalisation et à des politiques publiques transformatrices. C'est ce dont les communautés rurales, très importantes en Afrique, ont besoin pour assurer leur sécurité alimentaire.

Nous sommes à une époque où s'impose plus que jamais la nécessité de répondre à un immense besoin d'actualiser le potentiel de développement économique et social des communautés des pays du Sud. En d'autres termes **nourrir de nouveaux possibles**. L'ÉSS permet de camper une autre manière de faire dans la réponse à des **besoins économiques d'accès à la terre, d'accès au crédit, d'accès à l'eau, d'accès à l'emploi et d'accès à l'électricité** par de nouvelles stratégies à mettre en œuvre, notamment celle de faire monter en puissance **les énergies renouvelables et l'agroécologie**, afin de mieux nourrir le monde dans le cadre d'une nécessaire transformation radicale des cycles alimentaires. Le Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'évolution du Climat (GIEC) dans son sixième rapport (2021) a été très clair à ce propos :

La vie sur Terre peut se remettre d'un changement climatique majeur en évoluant vers de nouvelles espèces et en créant de nouveaux écosystèmes. **L'humanité ne le peut pas...**

En fait, même le maintien d'un seuil critique de +1,5 °C de réchauffement climatique ne permettra pas d'éviter certaines destructions notamment celui des cycles alimentaires liés à la pêche, à l'agriculture, à l'élevage ou à l'aquaculture, ce qui aura des impacts directs sur la capacité à se nourrir pour des millions de personnes, affirme le rapport, qui pointe ainsi l'impact des pénuries d'eau, des canicules extrêmes très éprouvantes dans plusieurs régions du monde, surtout au Sud, sans compter les coûts d'adaptation qui risquent d'être astronomiques. Avec la COVID-19, l'urgence écologique est venue toucher toute la planète par là où nous ne l'attendions pas : par une pandémie qui a donné lieu à la plus grave crise sanitaire mondiale. Du jamais-vu depuis un siècle.

Dans cette nouvelle conjoncture internationale, l'ÉSS vient donc jeter un pavé dans la mare de solutions économiques traditionnelles, en introduisant **trois leviers** qui se renforcent mutuellement dans le développement des collectivités d'aujourd'hui : **la transition écologique, le développement économique local à finalité sociale et la finance solidaire**. C'est d'ailleurs une perspective très bien explicitée par la journaliste d'enquête canadienne de réputation internationale Naomi Klein : **la résistance sans développement d'alternatives économiques ne tient pas la route**<sup>3</sup>.

---

3. Klein, N., 2015, Tout peut changer. Capitalisme et changement climatique. Actes de Sud, chapitre 12. Voir aussi Favreau et Hébert (2012), La transition écologique de l'économie. Contribution des coopératives et de l'économie solidaire, PUQ, Québec et B. Manier (2016). Un million de révolutions tranquilles. Éd. Les liens qui libèrent, Paris.

### ***Notre avenir commun***

« **L'ampleur de la crise n'épargnera personne** » nous dit le GIEC. Est-ce à dire que le futur ressemblera au présent mais en pire, la crise climatique, sanitaire et alimentaire se conjuguant dans une seule et même menace ? Ce à quoi s'est ajouté dernièrement la montée en puissance de la guerre (invasion de l'Ukraine par la Russie, la question palestinienne...). Pas nécessairement ! Dans le monde qui vient les initiatives citoyennes qui bougent dans la direction d'un « New Deal vert » sont de plus en plus nombreuses, de plus en plus internationales tout en se croisant dans certains pays avec des politiques publiques audacieuses. Mais sauront-elles peser suffisamment sur cette conjoncture ? L'ÉSS, cette économie de demain, sera-t-elle suffisamment diversifiée et influente ? Plusieurs modèles et plusieurs politiques sont possibles et, chose certaine, **on n'a jamais autant eu besoin d'alternatives**.

À l'horizon de cette décennie, nous aurons une planète plus peuplée, plus à risques de changements climatiques extrêmes, plus polluée et plus risquée en matière de sécurité sanitaire et alimentaire et plus risquée au plan de la géopolitique internationale. Des millions de gens pourraient, davantage qu'hier, avoir à migrer. **C'est la tendance la plus visible sinon principale. Mais le pire n'est pas certain.** À l'horizon de la décennie qui vient, il y a aussi **une autre tendance**, sans doute minoritaire, mais qui fait face à la musique.

### ***Avons-nous des raisons d'être optimistes ? Bien des possibles restent ouverts !***

À l'horizon de cette décennie qui vient, il y a **une tendance qui s'est constituée dans les trois dernières décennies**, et qui prend du coffre notamment grâce à l'ÉSS. Elle est faite d'initiatives citoyennes souvent très locales mais qui ont tendance à **s'internationaliser de plus en plus**. Initiatives qui par ailleurs ont fait émerger un projet qui prend forme à tous les niveaux jusqu'à dans plusieurs institutions internationales de l'ONU : **un New Deal** comme celui qui a mis fin au moment de la grande dépression des années 1930. **La différence c'est qu'il sera VERT**. Aujourd'hui, une meilleure organisation de ces milliers d'initiatives citoyennes peut se mettre en route dans tous les secteurs de la vie en société (transport, agriculture, énergie, aménagement des villes, etc.) en instituant de véritables **pactes de transition sociale-écologique** du local à l'international. Mais il y a des conditions à mettre en œuvre. La première peut-être est celle d'une volonté politique de ces initiatives de travailler à **changer d'échelle**, à sortir de la seule valorisation des petits projets. **Il faut d'abord une mobilisation structurante qui converge sur la sortie la plus rapide possible des énergies fossiles** adossée à quelques lignes de force comme celles-ci : **a)** le soutien public massif des énergies renouvelables ; **b)** une agriculture écologiquement intensive ; **c)** une gestion durable des forêts ; **d)** une électrification rurale verte devenue possible au niveau local grâce à des micro-réseaux décentralisés d'énergie solaire<sup>4</sup>.

4. Voir à ce sujet la synthèse d'une recherche que nous avons menée récemment : <https://www.fondssolidaritesud.org/developpement-economique-local-dans-les-pays-du-sud-lavenir-des-services-energetiques/>

Et avancer dans cette direction en pesant sur les pouvoirs publics pour qu'ils **n'abandonnent pas la réponse à la crise écologique aux marchés financiers** comme la majorité a eu tendance à le faire jusqu'à maintenant.

Dans un certain nombre d'organisations de travailleurs, d'organisations de producteurs agricoles, d'institutions financières solidaires et dans tous les secteurs de l'ÉSS, les trois mots clés sont **Écologie, économie et finance solidaire**. Et un projet commun à des milliers d'initiatives citoyennes qui prend forme, un New Deal Vert. Avec des pactes de transition écologique en voie de formation dans tous les secteurs. **Il y a un monde qui se défait mais aussi un monde qui se refait**. Comme dit le proverbe africain : « On entend le fracas des arbres qui tombent mais jamais le murmure de la forêt qui pousse ».

Ce qui se traduit, en ÉSS, à l'échelle locale : 1) par le soutien à des **économies de proximité** ; 2) par des dossiers stratégiques à faire avancer sur le terrain économique : **l'accès au crédit** (des mutuelles d'épargne et de crédit et des fonds dédiés au crédit agricole), **l'accès à une énergie propre** (des micro-réseaux décentralisés d'énergie solaire par exemple), **l'accès à l'emploi des jeunes et l'accès à la propriété des femmes** dans le cadre d'une **agriculture durable** (agroécologie et agroforesterie) ; 3) par le soutien à l'agriculture du monde rural qui est majoritaire ; 4) dans les bidonvilles où l'économie populaire et une agriculture périurbaine y jouent un rôle déterminant.

Et une ÉSS locale inscrite dans une dynamique plus large :

- Tous les projets dans les communautés doivent **soutenir la transition écologique** (énergies renouvelables, agroforesterie, semences locales, commerce équitable, économie circulaire...).
- Tous les projets dans les communautés doivent pouvoir s'inscrire à une étape ou l'autre **dans un ensemble plus large** : un réseau de coopératives, une fédération paysanne, une coordination d'associations. Fédérer les initiatives locales est un impératif de premier ordre.
- Tous les projets dans les communautés doivent favoriser **le développement d'assises économiques** à leur développement social, une économie circulaire, des circuits courts.
- Tous les projets dans les communautés doivent veiller aux grains pour **disposer d'institutions financières** qui leur soient propres : une banque communautaire, un fonds de crédit agricole, une mutuelle d'épargne et de crédit...

### ***La nécessité de changer d'échelle et de cap***

Pour avoir un impact plus grand, il faut travailler à **fédérer** les initiatives locales – au plan sectoriel, national et même transfrontalier – ce qui constitue une **importante frappe préventive**. Du coup, leur représentation auprès des pouvoirs publics

aura une écoute plus grande. Entreprendre le **virage écologique** dans toutes les communautés concernées constitue une **autre frappe préventive**.

Bref des alternatives existent bel et bien, et partout où la catastrophe se manifeste, elle suscite des mobilisations sociales et écologiques. Des solutions existent sur tous les registres. Baisser les bras serait s'avouer vaincus d'avance. C'est Thomas Piketty dans son dernier livre qui, en analysant l'histoire socio-économique du monde depuis quelques siècles, nous fait une démonstration convaincante à l'effet que **le mouvement pour l'égalité** n'est pas près de s'arrêter ni celui de la transition écologique. Auteur du *Capital du XXI<sup>e</sup> siècle*, traduit en 40 langues, cet économiste français répondait en ces termes aux questions de l'Agence France-Presse à l'occasion de la sortie de son livre *Une brève histoire de l'égalité*.

Je montre que le mouvement vers l'égalité sociale, économique et politique est une tendance de long terme, qui n'est pas près de s'arrêter. Il débute avec la Révolution française et la révolte des esclaves à Saint-Domingue, lesquels marquent le début de la fin des sociétés de privilèges et des sociétés esclavagistes et coloniales...

Il a fallu au 20<sup>e</sup> siècle de petites et de grandes mobilisations pour donner lieu au développement d'institutions au service de la justice sociale tels le suffrage universel, l'éducation gratuite et obligatoire, l'impôt progressif, la protection sociale, etc.

La marche vers l'égalité s'est beaucoup nourrie des avancées issues des organisations paysannes, des syndicats de travailleurs, du mouvement des femmes et des groupes environnementaux. Au cœur de la plupart de ces mouvements, l'ÉSS a toujours été présente. **Il en ira de même à l'avenir**. Ce sont les mouvements sociaux et leur investissement dans l'économie sociale et solidaire qui sont encore, mais différemment au 21<sup>e</sup> siècle, au cœur des changements dans nos sociétés. En prenant de front le désastre environnemental, **problème fondamental** de ce siècle.

Louis Favreau,  
Sociologue, professeur émérite,  
Université du Québec en Outaouais (UQO),  
aujourd'hui retraité  
Président du Fonds Solidarité Sud  
[www.fondssolidaritesud.org](http://www.fondssolidaritesud.org)  
[louis.favreau@uqo.ca](mailto:louis.favreau@uqo.ca)